

CONVENTION DE FINANCEMENT

Entre d'une part

La Fondation ACRA ETS, Organisation Non Gouvernementale (l'« Organisme »), représentée par Mme. Coralie GAMELIN, représentant légal,

ET d'autre part

Le bénéficiaire (le « Bénéficiaire »)

Dénommé : _____

Représenté par M/Mme : _____

Agissent en qualité de : _____

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1/ : Objet de la convention

La présente convention a pour objet le financement de l'action suivante :

Article 2/ : Documents contractuels

Les documents ci-dessous font partie intégrante de la présente convention de cofinancement :

- Dossier de présentation de l'action établi par le Bénéficiaire
- Lettre de notification N° _____ du Responsable de Projet ACRA au Bénéficiaire
- Tout document de modification de la présente convention ou de l'action signé par les parties.
- Lignes guide administratives

CHAPITRE II : EXECUTION DE L'ACTION

Article 3/ : Conformité

Le Bénéficiaire s'engage à exécuter comme prévu l'action conformément au Manuel de Procédures et aux directives du personnel du Projet « **PROJET D'AMELIORATION DES APPRENTISSAGES POUR L'AUTONOMISATION DES JEUNES (ALAPAJ) Composante 2 – TCHAD** », référence AFD1248 09 F et CTD 1248 10 X.

Article 4/ : Localisation de l'action

L'action sera réalisé au :

Province/Ville/village de : _____

Quartier : _____

Article 5/ : Objectifs de l'action

L'objectif/Les objectifs de l'action est/sont le/s suivant/s :

1. _____
2. _____
3. _____

Article 6/ : Planning d'exécution

L'action sera exécutée conformément au planning décrit dans le dossier de présentation du Projet.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS FINANCIERES**Article 7/ : Coût total et subvention du Projet**

Le coût total de l'action est de _____ FCFA (en chiffre et en lettre)
_____. **Le Projet**
s'engage à accorder au Bénéficiaire, une subvention d'un montant égale 100% du coût total du projet.

Article 8/ : Contribution du Bénéficiaire

Aucune contribution n'est demandée dans le cadre de cet appel à proposition.

Article 9/ :

1^{ère} Tranche (40%) de : _____ FCFA au plus tard sept (7) jours ouvrables après la signature de la présente convention.

2^{ème} Tranche (50%) de _____ FCFA après justification (Rapport descriptif et financier et pièces justificatives) de l'utilisation de la première tranche

3^{ème} Tranche (10%) de _____ FCFA après justification (Rapport final et pièces justificatives) de l'utilisation de la deuxième tranche.

Le non-respect de l'une des clauses de cette convention peut conduire à la suspension du projet et le décaissement des fonds et le retrait des actifs achetés avec la subvention.

Article 11/ : Gestion du reliquat

Le montant éventuel du budget non dépensé au titre de la réalisation de l'action sera déduit de la dernière tranche. Dans le cas où le total du montant dépensé soit inférieur au 90% de la convention la différence entre le fonds reçu et le montant dépensé devra être remboursé par le Bénéficiaire.

Article 12/ : Tenue des écritures

Le bénéficiaire s'engage à enregistrer dans un cahier spécifique relatif à l'action toutes les opérations.
Le bénéficiaire s'engage à garder toutes les pièces comptables concernant les dépenses effectuées.

CHAPITRE IV : SUPERVISION ET CONTROLE

Article 13/ : Passation des marchés

Le Bénéficiaire s'engage à ce que les travaux et services nécessaires à la réalisation de l'action soient fournis conformément aux procédures prévues à cet effet dans le Manuel de Fond et de Suivi Evaluation. Le Bénéficiaire s'engage également à ce que ces travaux et services soient utilisés exclusivement pour la réalisation de l'action.

Article 14/ : Clauses spécifiques

- ✓ Le Bénéficiaire s'engage à présenter à ACRA un **rapport financier et narratif intermédiaire** pour chaque tranche comme spécifié dans l'Article 9 et un **rapport financier et narratif final** pour les dépenses soutenues avec les fonds reçus et les activités réalisés dans le cadre de l'initiative.
- ✓ Le staff du Projet se réserve le droit d'inspecter lui-même, ou de faire inspecter les travaux, locaux, installations compris dans l'action, les activités de l'action et toutes écritures et documents y afférents ;
- ✓ ACRA se réserve le droit d'obtenir toutes informations que lui-même ou le bailleur de fonds juge raisonnables de demander en ce qui concerne l'administration, le fonctionnement et la situation financière de l'action ;
- ✓ Les bénéficiaires du soutien financier autorisent ACRA, la Commission Européenne, l'OLAF¹ et la Cour des comptes à exercer leur pouvoir de contrôle sur les documents et les informations, mêmes ceux stockés sous forme électronique, ou dans les locaux du bénéficiaire ;
- ✓ ACRA se réserve le droit de contrôler à tout moment l'exécution correcte de l'action ;
- ✓ ACRA se réserve le droit de retirer les biens – fonds en cas graves de mauvaise gestion de l'action.

CHAPITRE V : FIN ET RESILIATION DE LA CONVENTION

Article 15/ : Fin de la convention

La présente convention qui prend effet à compter de la date de sa signature par les parties, est valable jusqu'à parfaite exécution de l'action.

Une rencontre d'évaluation finale de l'action sera organisée avec la signature des deux parties.

Article 16/ : Résiliation pour non-exécution

- ✓ Le Projet pourra mettre fin à la présente convention en cas de faillite, insolvabilité, fraude, malversation commise dans l'exécution de l'action ou d'incapacité du bénéficiaire à réaliser l'action.
- ✓ Le Projet se réserve le droit de suspendre ou de mettre un terme au droit du bénéficiaire d'utiliser la subvention accordée aux fins de l'action si ledit bénéficiaire manque à l'une de ses obligations au titre de la présente convention de cofinancement.

CHAPITRE VI : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 17/ : Signatures

La présente convention est signée par les représentants dûment mandatés des parties ci-dessus mentionnées.

¹ Office européen de lutte antifraude

Article 18/ : Droit applicable et règlement des litiges

La présente convention est régie par le Droit de la République du Tchad.

En cas de différend entre les parties, celui-ci sera réglé à l'amiable ou à défaut, porté devant les tribunaux compétents.

Fait à _____, le _____

Pour le Bénéficiaire

Pour ACRA

Le Représentant Légal du Bénéficiaire

Le Représentant légal
